



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°3 – du 13 au 19 janvier 2023

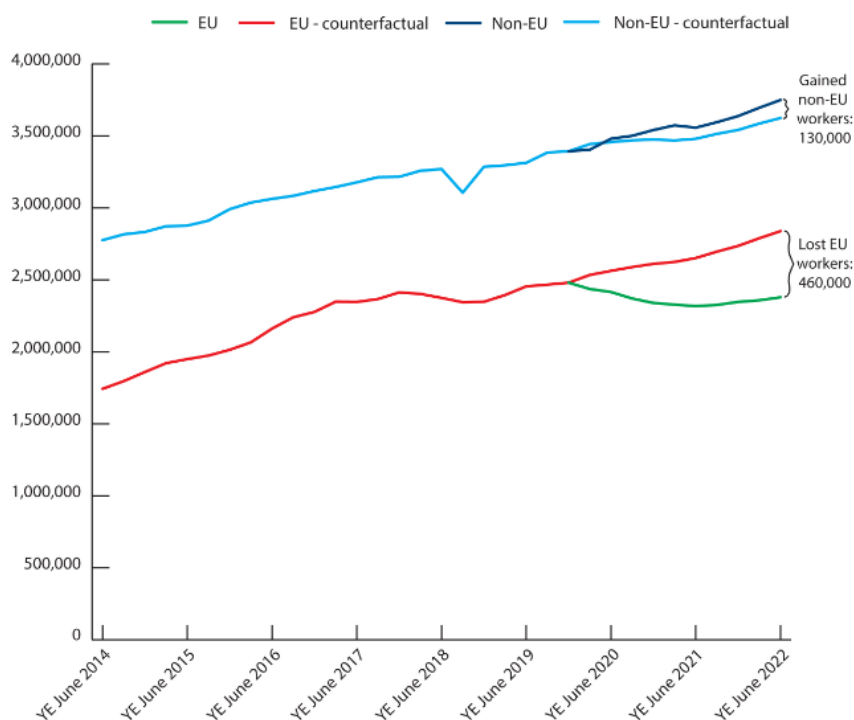
En bref

- Le nombre de paiements fractionnés (Buy now, pay later) a fortement augmenté chez les plus de 65 ans (de moins de 10 % du total en fin 2021 à 25 % fin 2022) ainsi que chez les 18-24 (+6 % sur la même période, soit 54 % de cette classe d'âge) selon un nouveau [sondage](#). 27 % des sondés utiliseraient ce service pour faire face à la hausse du coût de la vie.
- Selon des analyses menées par [The Independent](#), les mouvements sociaux observés au Royaume-Uni depuis l'été auraient généré une perte économique de 6,6 Md£. Selon les dernières données de l'[ONS](#), plus de 1,6 M de journées n'ont pas été travaillées depuis juin 2022 du fait des différentes manifestations.
- L'agence de notation [DBRS](#) dégrade la perspective associée à la note « AA » du Royaume-Uni, de « haute » à « stable » expliquant que « la politique du

Royaume-Uni est devenue moins prévisible que par le passé, principalement en raison des clivages politiques. »

- La [Banque d'Angleterre](#) a achevé le 12 janvier la vente des 19,3 Md£ d'obligations d'État britanniques achetées à l'automne 2022 pour des raisons de stabilité financière. Le Comité de Politique Financière (*Financial Policy Committee*) se félicite du débouclage rapide mais ordonné de ce portefeuille.
- Selon une enquête de [Corporate Finance Network](#), 17% des PME britanniques prévoit de croître cette année, contre 38 % l'été dernier. Suite au budget d'Automne présenté par J. Hunt en novembre 2022, 33% des entreprises britanniques sont moins confiantes en leur capacité à se développer.

❖ Graphique de la semaine : le Brexit expliquerait une contraction de la taille de la population active étrangère de 330 000 individus.



Clé de lecture : Selon des analyses du [Centre for European Reform](#), dans un scénario contrefactuel à politique migratoire inchangée par rapport à la période pré-brexit, il y aurait eu en juin 2022 460 000 travailleurs européens supplémentaires au Royaume-Uni et 130 000 travailleurs non-européens de moins. La perte nette de ces travailleurs (autour de 330 000) représente 1% de la main d'œuvre totale. Cette contraction est d'autant plus importante dans les secteurs employant essentiellement des travailleurs moins qualifiés : le transport et l'entreposage (réduction de la taille de la population active étrangère de 8 %) ; le commerce de gros et de détails (3 %) et l'hôtellerie-restauration (4 %).

❖ Actualité macro-économique

En raison de la baisse des prix des carburants, l'inflation (**IPC**) se contracte de 0,2 pt en décembre, pour atteindre 10,5% sur douze mois – L'inflation enregistre un recul sur un mois et ressort à 10,5% en

glissement annuel, en deça des prévisions de la Banque d'Angleterre de novembre (10,9%). Ceci s'explique notamment par la baisse des coûts de transports (contribution de -0,10 point), de l'habillement (-0,07 pt) et de loisirs (-0,06pt). Les deux principaux postes de dépenses continuant de soutenir l'inflation sont l'hôtellerie-restauration (+0,12pt) et l'alimentation

(+0,06pt). L'inflation sous-jacente se maintient par rapport au mois précédent, s'établissant à 6,3%, légèrement au-dessus du consensus (+0,1 pt).

Le taux de chômage augmente de +0,2 pt en novembre en glissement trimestriel pour atteindre 3,7 % – Le nombre de chômeurs n'augmente que parmi les catégories d'âges les plus jeunes (16-24 ans) alors que le nombre de chômeurs de 25 ans ou plus continue de diminuer. Le taux d'inactivité est en baisse, de -0,1pt, pour atteindre 21,5%, porté par la diminution de l'inactivité pour raisons d'études, de maladie de long terme et de retraite. Le nombre d'emplois non pourvus est lui aussi en recul de 3,5% sur un mois, à 1,06 million.

La dynamique salariale britannique poursuit son accélération, avec une hausse moyenne des rémunérations de 6,4% entre septembre et novembre en glissement trimestriel – Après une hausse de 6,2% pour la période d'août à octobre, cette nouvelle accélération s'observe dans une plus forte mesure dans le secteur public avec une hausse de +0,4 pt, pour atteindre 3,3 %, contre une hausse de +0,1 pt dans le secteur privé. S'il semble se réduire, l'écart de dynamique salariale entre secteurs public et privé reste significatif. Les hausses de rémunération du secteur privé s'expliquent par une hausse de la part fixe du salaire tandis que les salaires publics sont plutôt

tirés par la part variable. En termes réel et pour l'ensemble de l'économie, la contraction de la rémunération totale réelle reste la même entre septembre-novembre et août-octobre, en glissement annuel, et s'établit à - 2,6 %.

Pour la première fois depuis octobre 2021, le prix moyen d'un bien immobilier au Royaume-Uni baisse par rapport au mois précédent en novembre 2022, de 295 864 £ à 294 910 £ – Cette diminution des prix de l'immobilier concerne l'Angleterre, l'Écosse et le Pays de Galle, tandis qu'ils stagnent en Irlande du nord. En glissement annuel, les prix de l'immobilier continuent d'augmenter en novembre au Royaume-Uni (10,3 %) mais dans une moindre mesure que le mois précédent (12,4%). Pour mémoire, la dynamique des prix de l'immobilier à l'achat est à un niveau élevé et est particulièrement volatile depuis mai 2021.

Actualité commerce & investissement

L'agence britannique de crédit-export UK Export Finance (UKEF) annonce un soutien de 130M£ auprès du ministère des finances angolais en vue de la création d'un nouvel

hôpital à Kilamba – Selon le communiqué, ce futur établissement, spécialisé dans le traitement des brûlés, sera réalisé à 40% par des fournisseurs britanniques.

La Trade Remedies Authority (TRA), en charge de la défense commerciale post-Brexit, a lancé un [réexamen](#) des contingents tarifaires pour les produits sidérurgiques en provenance de 120 pays en développement

– Cette révision générale fait suite à la demande de réexamen sur une catégorie spécifique d'acier (Rebar), mais la TRA a décidé de réexaminer l'ensemble des catégories afin d'éviter des disparités entre produits, à la lumière des dernières données sur les importations britanniques d'acier. Pour mémoire, en vertu du droit de l'OMC, les contingents tarifaires sont fixés en cas d'adoption de mesures de sauvegardes. Toutefois les importations en provenance des pays en développement bénéficient d'exceptions si les produits importés représentent moins de 3 % des importations totales de ce produit et si ces exportateurs ne représentent collectivement pas plus de 9 % des importations totales de ce produit. Les entreprises potentiellement affectées peuvent soumettre des commentaires jusqu'au 30 janvier 2023.

Le vice-président de la Commission européenne, Maroš Šefčovič, et le ministre britannique des affaires étrangères James

Cleverly poursuivent les négociations sur le Protocole nord-irlandais « dans un esprit constructif et de collaboration »

– En déplacement aux Etats-Unis, James Cleverly a déclaré vouloir trouver une 'solution rapidement' tout en évitant de fixer une date butoir (faisant allusion, ainsi, au 25^{ème} anniversaire des accords du vendredi Saint en avril prochain qui pourrait être marqué par une visite officielle du président des Etats-Unis). Il a toutefois ajouté que les pourparlers entre l'UE et le Royaume-Uni sont menés « avec discrétion » pour permettre de faire avancer certaines choses plus rapidement. Par ailleurs, le gouvernement britannique a indiqué considérer « toutes les options », dont notamment la convocation de nouvelles élections début mars en Irlande du Nord en cas de blocage persistant au Parlement nord-irlandais. Pour mémoire, ce dernier est en suspens depuis plus d'un an suite au blocage du parti unioniste DUP qui demande des modifications au Protocole nord-irlandais.

 **Actualité
financière**

1 Réglementation financière et Marchés

Le Trésor britannique a publié une consultation portant sur la régulation des services de paiement au Royaume-Uni –

Cette consultation répond à l'obligation légale du gouvernement de réviser le texte normatif (Payment Services Regulation) de 2017. Relevant l'efficacité de ce cadre pour favoriser la compétitivité du secteur, la consultation souligne la nécessité de le faire évoluer, certains domaines (comme les crypto-monnaies) n'étant pas couverts. Ainsi le gouvernement souhaite recueillir des contributions des parties prenantes sur l'*Electronic Money Regulations* de 2011, la réglementation des paiements transfrontaliers, ainsi que sur d'autres points, notamment les commissions d'interchange et la participation à l'espace unique de paiement en euros. Cette consultation se termine le 7 avril 2023.

The City UK, groupe de représentation des intérêts des entreprises de services financiers, a publié un rapport sur la place du Royaume-Uni dans la finance internationale – Le RU produirait 38% du revenu mondial des activités en devise (contre 19% pour les États-Unis). Le secteur financier contribue positivement à la balance commerciale britannique avec un surplus net de 81Mds£. La Bourse de Londres

reste importante dans la finance internationale, 333 entreprises étrangères y étant cotées en septembre 2022 tandis que sa capitalisation totale représente 3% de la capitalisation boursière mondiale. En outre, le secteur de l'investissement privé est le plus large d'Europe, les investissements des fonds de *Private Equity* ayant été de 30Mds£ en 2021. Cependant, en termes d'actifs bancaires, le Royaume-Uni a cédé la 3^{ème} place à la France, évoluant de 14,3tn\$ au T2-2021 à 12,4tn\$ au T3-2022 (contre 13,2tn\$ à 12,6tn\$ pour la France). Par ailleurs, le secteur assurantiel reste à la première place en Europe quant à la valeur des primes annuelles (291Mds£ en 2021 soit 5,8% des primes mondiales), et la 4^{ème} du monde. Enfin, les actifs sous gestions ont cru de 5% entre 2020 et 2021, atteignant 11,6tn£ (dont 4,6tn£ en gestion de fonds étrangers (« *overseas funds* »)).

La *Financial Conduct Authority* (FCA) et la *Prudential Regulatory Authority* (PRA) ont publié une consultation portant sur une augmentation des prélèvements pour frais de gestions pour le *Financial Services Compensation Scheme* (FSCS) – Pour rappel, ce fond permet d'indemniser les clients en cas de faillites d'entreprises financières. Pour s'assurer que ses services sont entièrement financés, la FSCS prévoit de prélever des frais de gestion sur les entreprises assujetties de 99,8M£ pour 2023/24. La consultation

porte sur une limite globale de ce prélèvement pour 2023/2024 à 109,8M£ (83,1M£ actuellement). Elle se clôturera le 9 février 2023.

pour obliger les entreprises d'assurance à adopter des comportements plus prudents.

2 Banques et assurances

Auditionnés par la commission des finances de la Chambre des communes, les dirigeants de la Banque d'Angleterre (BoE) de la PRA, ont exprimé leurs inquiétudes face aux risques posés par la réforme du secteur des assurances (« Solvency 2 ») – A la suite des « Réformes d'Edinburgh » annoncées il y a un mois par le ministre des finances J. Hunt, les régulateurs techniques s'inquiètent de certains assouplissements présents dans le projet de loi. Ceux-ci pourraient diminuer significativement le capital détenu par les assurances pour faire face à des chocs. Bien que cela ne menace pas la stabilité financière du RU selon eux, le risque pourrait davantage concerner les épargnants et assurés. Dans ce contexte, la PRA avait proposé une modification de certaines règles de calcul des exigences prudentielles des assurances (*Fundamental Spread*) afin de mieux mesurer le risque de crédit. Cette suggestion n'a pas été retenue par le gouvernement. Aussi, certains assureurs s'inquiètent que les nouveaux pouvoirs accordés aux régulateurs amènent la PRA à agir sur le second pilier (discrétionnaire)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international